

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 50 (1970)
Heft: 2: Au-delà de l'économie

Artikel: Planification mondiale de l'économie
Autor: Moser, Pierre A.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-887928>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

PLANIFICATION MONDIALE DE L'ÉCONOMIE

par Pierre A. MOSER

A l'heure de l'aventure spatiale, il peut paraître ridicule si non dangereux de n'être pas encore parvenu à penser, concevoir et réaliser une économie à l'échelle mondiale. Certes on a analysé l'économie dans ses moindres détails en tant que science ou technique, on a dressé l'inventaire des éléments des divers blocs économiques, enregistré leurs contradictions, décelé certains points de convergence, mais l'économie reste un champ de bataille sur lequel s'affrontent des intérêts opposés dans une lutte parfois sans merci. Nous sommes persuadés, quant à nous, que si la prospective ne parvient pas à résoudre les contradictions existantes, nous allons inéluctablement vers une catastrophe économique et politique à plus ou moins longue échéance. Sans minimiser l'importance de la planification dans une recherche de l'équilibre entre la démographie et le revenu national au sein des États et des grands ensembles en voie de création, nous prétendons que si nous n'arrivons pas à combler le fossé qui sépare les pays nantis de ceux qui sont encore sous-développés, nous allons au-devant des pires difficultés.

Le tiers monde, univers de la faim

La science économique s'était pudiquement voilé la face au XIX^e siècle, en ignorant sciemment la misère des masses paysannes et prolétariennes des villes. Aujourd'hui, les spécialistes n'ignorent pas la réalité d'une misère qui subsiste, l'analysent avec beaucoup de compétence mais, en général, n'en tiennent que fort peu compte.

Or, le Tiers Monde a faim. Aujourd'hui 72 % de la population mondiale ne disposent pas d'un régime alimentaire minimum, ni en calories, ni en vitamines, ni en protéines. Plus d'un milliard et demi d'hommes (52 % de la population du globe) sont en état de jeûne chronique et se détruisent lentement mais sûrement. La misère sociale aggrave encore cette situation. Alors qu'on compte en Europe, en moyenne, un médecin pour 1 000 habitants, on trouve au Sénégal un médecin pour 25 000 habitants, au Niger un pour 87 000, en Haute-Volta un pour 88 000, etc. De ce fait, le taux de la mortalité qui est de 11 % en Europe arrive à 22 % en Asie et 25 % en Afrique. La moyenne d'âge de l'Européen est de 65 à 70 ans, celle de l'Africain et de l'Asiatique n'atteint que 30 à 40 ans.

Cette situation est encore aggravée par le faible taux des revenus de ces populations qui limite leur pouvoir d'achat. Alors qu'aux États-Unis le revenu annuel par tête d'habitant, atteint 3 000 dollars, en Afrique, dans certains pays, il n'est que de 200 dollars.

Et les perspectives des pays pauvres sont encore pires. **La population des régions du Tiers Monde s'accroît plus rapidement que la production.** Pour faire face à cette démographie « galopante » il faudrait que la production vivrière en Afrique, par exemple, double ou même triple. Or cette production a plutôt tendance à piétiner.

Après des hommes comme Josué de Castro, René Dumont, le Père Lebreton, Tibor Mende et bien d'autres qui ont fondé l'Association mondiale contre la faim, la F.A.O. (Organisation pour l'agriculture et l'alimentation) vient de lancer un véritable cri d'alarme.

Les économistes au cœur froid rétorqueront que Malthus avait prévu cette évolution. « Un homme qui naît dans un Monde déjà occupé, disait-il, au grand banquet de la nature ne trouve point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller, et ne tarde pas à mettre sa menace à exécution ». Karl Marx s'est opposé à cette conception égoïste et a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'affamer l'homme, mais d'élargir son pouvoir d'achat. Mais les pays socialistes ne sont pas encore tous parvenus à résoudre le problème chez eux, à plus forte raison dans le Tiers Monde.

La détérioration des termes de l'échange

En 1967, 77 États appelés pudiquement « Pays en voie de développement » se réunissaient à Alger pour harmoniser leur politique à la veille de la réunion du CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement).

Un ministre malgache, Jacques Rabemananjara, dans une déclaration résumait bien la situation : « La nocivité de la loi de l'offre et de la demande, cette loi d'airain du XX^e siècle, nous en subissons les effets maudits dans la chair de nos nations, dans la vie de nos paysans. Nous tenons à le répéter ici solennellement : comment pourrions-nous accepter que nos produits soient achetés à vil prix et que nos producteurs

survivent à peine dans la pire misère, tandis que les pays riches, par l'entremise de leurs transporteurs maritimes, leurs importateurs, leurs commerçants ne cessent de s'enrichir de jour en jour ! C'est ce scandale du siècle que nous dénonçons avec force. »

Les 77, dans leurs résolutions préconisaient la recherche systématique de la revalorisation des prix des produits. Rêve utopique des nations sous-développées, la position des pays socialistes venant rejoindre celle des pays capitalistes. Un économiste soviétique Vassil Vassilev a déclaré : « Ce marché mondial constitue un véritable monopole à l'échelle de la planète, un accord tacite entre pays industriels de l'Est et de l'Ouest sur l'exploitation en commun des pays sous-développés, où les pays évolués achètent au prix du marché concurrentiel et vendent soit sous forme de monopole soit sous forme d'accords de coopération, toutes opérations qui sont encore plus coûteuses. »

L'échec de la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement

Les diverses conférences du CNUCED ont fait apparaître les positions opposées des « pays riches » et des « pays pauvres ». On n'est, en dépit des réunions de commissions et des discussions interminables, pas parvenu à harmoniser les points de vues. Au cours de la neuvième session, non seulement aucun accord n'a pu être réalisé sur la fixation des prix mais aucune décision n'a été prise sur le montant de l'aide que les pays riches doivent consentir aux pays sous-développés. Le rapport Pearson prévoyait l'octroi de 1 % minimum du revenu national des pays industrialisés aux pays pauvres. La France, la Suède et les Pays-Bas convenaient de remettre la réalisation de cet objectif à 1975, la RAF, l'Italie et le Royaume-Uni déclaraient seulement que « l'objectif doit être atteint le plus tôt possible » tandis que les représentants des États-Unis annonçaient qu'ils « trouvaient difficile de s'engager à atteindre des objectifs précis pour des dates fixées à l'avance ». Au cours de cette session on a pu assister à un accord entre l'URSS et les pays « capitalistes ». Les Soviétiques déclaraient « qu'ils ne sauraient accroître leurs échanges avec les pays en voie de développement, sans les augmenter parallèlement avec les Nations industrialisées ».

Le premier effort doit être consenti par les pays du tiers monde

Certes le solde des balances commerciales des pays africains était bénéficiaire en 1928 de 3 milliards de dollars pour devenir déficitaire en 1958 de 4 milliards de dollars avec une prévision pour 1970 de 20 milliards de dollars de déficit !

Le premier effort doit être consenti par les pays africains eux-mêmes. Les succès obtenus par des pays comme la

Côte d'Ivoire, le Congo Kinshasa et le Gabon, par exemple, prouvent que certains pays peuvent « démarrer ». Mais malheureusement nombreux sont les jeunes États qui sont inviables économiquement, du fait du découpage territorial issu de la colonisation. Des regroupements économiques sont indispensables et l'on assiste à de véritables efforts, encore trop faibles malheureusement dans ce sens.

Il faut encore ajouter que les pays « sous-développés » doivent eux-mêmes lutter contre les maladies d'enfance des jeunes nations qui sont l'incapacité des responsables, la corruption des fonctionnaires et de certains hommes politiques, la paresse de nombre d'entre eux et enfin les oppositions de clans et de tribus. Ce sont tous ces facteurs qui rendent prudents certains hommes politiques des « pays » riches vis-à-vis du Tiers Monde.

Mais c'est avant tout un problème international

L'économiste indien Jaddish Bhagwati dénonce le danger de ces inégalités. Il écrit : « Les tensions politiques sont renforcées du fait que les nations sous-développées se trouvent être essentiellement composées de populations de couleur. La répartition de la richesse mondiale décentrée au profit de la race blanche donne un caractère menaçant et regrettable à une situation suffisamment explosive en soi. Ajoutons l'agrégation impérialiste des pays riches et la scène est prête pour une catastrophe. L'afflux des nations sous-développées dans les organisations internationales a certainement porté ces problèmes de développement au premier rang des préoccupations mondiales ».

Le problème ne peut être résolu que mondialement. L'interdépendance des économies européennes est déjà inscrite dans les faits. La coopération des économies américaines et européennes est inéluctable et a déjà commencé. Les politiques économiques de l'URSS et des pays capitalistes vont à la rencontre l'une de l'autre. Si l'on fait abstraction de l'inconnue chinoise, il ne reste qu'à résoudre le problème de l'intégration des économies du Tiers Monde. Mais, on l'a vu, la solution n'est pas facile. Elle est nécessaire cependant si l'on considère qu'à une échéance plus ou moins longue le continent africain, comme le sud américain, constitueront des marchés importants, fort utiles aux industries des pays nantis et que ces mêmes pays du Tiers Monde serviront peut-être à résoudre des problèmes de nutrition qui risquent de devenir urgents d'ici une ou deux décennies.

Qu'on nous permette de dire que le développement est avant tout un problème d'hommes puisque la finalité de la société est l'homme, l'homme seulement. Dans ces conditions, il appartient aux groupes de penseurs, aux techniciens de la prospective de mettre sur pied les plans les mieux adaptés en essayant d'éliminer ou de contrôler certains intérêts trop exclusifs, intérêts des groupes de pression comme ceux des États.